



Conseil de sécurité

Réunion informelle selon la formule Arria

Youth, Peace and Security Agenda

New York, le 28 août 2023

Déclaration lue par la Suisse

Monsieur le Président,

Les jeunes sont essentiels pour trouver les solutions novatrices dont notre monde a besoin. Nous devons les impliquer dans la construction d'une paix durable sans leur faire porter le poids de nos responsabilités. C'est ce qu'indique le Secrétaire-Général dans le Nouvel Agenda pour la paix et ce que le Conseil de sécurité a reconnu à travers son Agenda Jeunes, Paix, Sécurité. La Suisse regrette d'autant plus que notre séance ne soit pas retransmise sur UN Web TV et donc rendue accessible au public (par les canaux officiels).

Au cours de cette réunion, que nous remercions le Ghana d'avoir organisée, je souhaiterais mettre en relief trois éléments visant à accélérer la réalisation de cet Agenda du Conseil, à savoir la participation, la protection et les perspectives économiques.

Tout d'abord, il faut créer davantage d'espaces de participation et de dialogue pour et avec les jeunes. Bien que la responsabilité principale incombe aux Etats, d'autres acteurs sont également sollicités. L'Union africaine montre l'exemple. Ses « Jeunes Ambassadeurs et Ambassadrices pour la Paix » œuvrent à autonomiser la jeunesse africaine pour la promotion de la paix, de la sécurité et du développement. Ils veillent donc à ce que ses voix soient entendues au niveau régional.

Au niveau national, je voudrais citer un exemple suisse : La Commission suisse pour l'UNESCO vient de lancer un « Conseil de l'avenir ». 80 participants de moins de 25 ans, représentatifs de la diversité des jeunes en Suisse, formuleront ensemble leurs attentes autour d'un thème soumis par leurs pairs – en l'occurrence la santé mentale. Ce projet permet d'élargir la participation démocratique des jeunes, à l'appui d'une éducation à la citoyenneté.

Mais soyons clairs : il faut *en parallèle* renforcer la protection des jeunes contre différentes formes de violence, notamment par la mise en œuvre du droit international humanitaire et des droits humains. Nous devons mieux comprendre comment le jeune âge et le genre interagissent avec les risques de devenir victime de violence et d'être limité dans l'exercice de ses droits. La Suisse appelle à élargir la base de données de l'ONU sur ce sujet. Il en va de même pour les obstacles à la participation, qui peuvent varier d'un contexte à l'autre, ou selon l'identité de genre.

Enfin, il s'agit de faciliter la participation des jeunes sur le plan économique, et d'accompagner leurs efforts pour la paix par des programmes favorisant leur indépendance économique. L'Initiative de

promotion des jeunes et de l'égalité des genres du Fonds pour la consolidation de la paix est importante dans ce contexte.

Monsieur le Président,

La participation, la protection et les perspectives économiques : le Conseil de sécurité dispose d'instruments pour favoriser ces trois éléments clés de l'Agenda Jeunes, Paix, Sécurité. Il doit en tenir compte dans ses analyses de risques et dans les mandats de ses opérations de paix et des missions politiques spéciales. Il peut inviter des experts tels que M. Peikar à ses discussions, mais surtout, il doit rester à l'écoute des jeunes.

Ainsi, la Suisse salue le partage d'expériences par les jeunes lors des réunions du Conseil – comme aujourd'hui. Ou comme en mai, lorsque Cynthia Chigwenya, Ambassadrice de la jeunesse de l'UA, a lancé l'appel suivant au Conseil : « grâce à nos efforts délibérés, les jeunes du monde entier doivent comprendre qu'ils ne sont pas simplement inclus, mais qu'ils sont des cocréateurs, essentiels à l'élaboration de l'agenda international. »

La Suisse se joint à cet appel. Nous nous engagerons à ce qu'il fasse partie intégrante de nos discussions sur le Nouvel Agenda pour la paix, pendant le Sommet de l'Avenir et au-delà.

Je voudrais rendre hommage à *tous* les jeunes, *partout* dans le monde, qui s'engagent pour la paix, souvent dans des conditions difficiles. Nous les remercions de leurs efforts indispensables.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

Youth is essential to finding the innovative solutions that our world needs. We must involve young people in our efforts to build sustainable peace, without burdening them with our responsibilities. The Secretary-General has made this clear in the New Agenda for Peace and the Security Council has recognized it through its Youth, Peace and Security Agenda. Switzerland regrets all the more that this session will not be broadcast on UN Web TV and thus made accessible to the public (through official channels).

During this meeting, which we thank Ghana for organizing, I would like to highlight three elements aimed at accelerating the implementation of the Youth, Peace and Security Agenda: participation, protection and economic opportunities.

Firstly, we need to create more forums for participation and dialogue for and with young people. While this is primarily the responsibility of governments, other actors are also called upon to act. The African Union is setting an example. Its "Young Ambassadors for Peace" work to empower African youth to promote peace, security and development. They ensure that their voices are heard at regional level.

At national level, I would like to cite a Swiss example: the Swiss Commission for UNESCO recently launched a "Council of the Future". 80 participants under the age of 25, representative of the diversity of Swiss youth, will together formulate their expectations around a topic submitted by their peers – in this instance mental health. This project is an opportunity to broaden the democratic participation of young people, through citizenship education.

But let us be clear: we also need to strengthen the protection of young people against different forms of violence, notably by implementing international humanitarian and human rights law. We need to better understand how young age and gender interact with the risks of becoming a victim of violence and being restricted in the exercise of one's rights. This is why Switzerland is calling for the UN database on this

subject to be expanded. The same applies to obstacles to participation, which can also vary between different contexts and according to gender identity.

Finally, we need to facilitate the economic participation of young people, and accompany their efforts for peace with programs that promote their economic independence. The Peacebuilding Fund's initiative to promote youth and gender equality is important in this regard.

Mr. President,

Participation, protection, economic perspectives: This Council has instruments at its disposal to strengthen these three integral components of the Youth, Peace and Security Agenda. It must take them into account in its risk analyses and in the mandates of its peace operations and special political missions. It can invite experts such as Mr Peikar to its discussions, but above all, it must listen to young people.

In this vein, Switzerland welcomes the briefings by young people at Council meetings – such as today. Or as in May, when Cynthia Chigwenya, AU Youth Ambassador, made the following appeal to the Council: "Through our deliberate efforts, young people around the world need to understand that they are not just included, but that they are co-creators, essential to shaping the international agenda."

Switzerland supports this appeal. We are committed to making it an integral part of our discussions on the New Agenda for Peace, during the Summit of the Future and beyond.

I would like to pay tribute to all the young people around the world who work for peace, often in difficult circumstances. We thank them for their indispensable efforts.

I thank you.
